

COMMUNE DE NANTUA -01130

DECISION N° 51/2025

**Décision article L.2122-22 du CGT****M57 fongibilité des crédits : décision budgétaire modificative N°4 portant virement de crédits de chapitre à chapitre****Le Maire de la Commune de NANTUA,**

Agissant en vertu de la délibération n° DR_2023_75, en date du 13 novembre 2023 portant délégation de pouvoir,

VU l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération N°2022-60 du Conseil Municipal en date du 14 novembre 2023 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M 57 au 01 janvier 2023,

VU la délibération N°2025-13 du Conseil Municipal en date du 14 avril 2025 adoptant le budget primitif de l'exercice 2025 et autorisant le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

VU la décision N°49/2025 portant décision modificative budgétaire N°4 en date du 15/12/2025.

Considérant que cette décision est erronée dans la mesure où elle prévoit des virements de crédits du 012 ce qui n'est pas réglementaire, en conséquence de quoi elle doit être annulée.

Considérant qu'à la suite d'une sous-estimation des dépenses du chapitre 011 les crédits budgétaires prévus au budget primitif et aux décisions modificatives s'avèrent insuffisants pour procéder aux mandatements des factures correspondantes.

Considérant qu'à la suite de régularisation de mensualités d'emprunt le montant des crédits budgétaires prévus au budget primitif sont insuffisants,

Considérant qu'à la suite de frais financiers imprévus relatifs à des remboursements de franchise d'assurance les crédits budgétaires prévus au budget primitif et aux décisions modificatives pour le chapitre 66 s'avèrent insuffisants pour procéder au mandatement des Intérêts courus non échus de l'exercice 2025.

Considérant qu'à la suite d'une sous-estimation de la dépense relative aux dégrèvements de taxe d'habitation sur les logements vacants les crédits budgétaires prévus au budget primitif et aux décisions modificatives pour le chapitre 014 s'avèrent insuffisants pour procéder au mandatement du FPIC.

DÉCIDE :

Article 1 : D'annuler la décision n°49/2025 en date du 15 décembre 2025 et de la remplacer par la présente décision.

COMMUNE DE NANTUA -01130

DECISION



Décision article L.2122-22 du CGT
M57 fongibilité des crédits : décision budgétaire modificative N°4
portant virement de crédits de chapitre à chapitre

Article 2 : D'autoriser les virements de crédits suivants :

Chapitre	Article	Montant
011	6156 Maintenance	+42 000 euros
	Sous-total chap 011	+42 000 euros
014	7391112-Dégrèvement TH logements vacants	+5 400 euros
	Sous-total chap 014	+ 5 400 euros
65	65133-Secours d'urgence	-300 euros
	65311-Indemnités élus	-700 euros
	65312-frais mission	-1 000 euros
	65313-cotisation retraite élus	-2 950 euros
	65315-Formation élus	-1 000 euros
	6541-créances admises en non-valeur	-200 euros
	65561-Contrib au fonds de compensation charges territoriales	-40 000 euros
	65748-subventions	-2 650 euros
	Sous-total chap 65	- 48 800 euros
66	66111-Intérêts réglés à l'échéance	+500 euros
	66112-rattachement des ICNE	+900 euros
	Sous-total chap 66	+ 1 400 euros

PRECISE qu'il sera rendu compte de ces virements de crédits à la première réunion du Conseil Municipal suivant cette décision.

Article 3:

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi (par courrier ou sur le site : www.telerecours.fr) par voie de recours formé contre la présente décision pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- Date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- Soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente décision,
- Soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Article 4:

La Directrice des Services est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à la Sous-préfecture de Nantua, et ampliation adressée à Monsieur le Trésorier d'Oyonnax.

Fait à NANTUA, le 30 décembre 2025

Le Maire,
Jean Pascal THOMASSET

Jean Pascal Thomasset 